

Lomé, Togo, 15 avril (Infosplusgabon) – □ Le président ghanéen, Nana Dankwa Akufo-Addo, et celui de la Guinée, Alpha Condé, sont officiellement mandatés par la Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest (Cedeao) pour trouver une issue à la crise politique au Togo, indique le communiqué ayant sanctionné le sommet extraordinaire tenu samedi à Lomé.

Concentré sur la crise en Guinée-Bissau, le sommet extraordinaire a consacré un volet à la crise sur les réformes institutionnelles et constitutionnelles qui secoue le Togo depuis août 2017.

Hasard de calendrier, des échauffourées entre forces de sécurité et des militants de l’opposition se sont encore déroulées à Lomé et à l’intérieur du pays, samedi (jour de la tenue du sommet), faisant quelques blessés comme ce fut le cas mercredi et jeudi.

La Cedeao, qui préconise une résolution pacifique des tensions politiques auxquelles le Togo est confronté depuis août 2017, appelle tous les partis politiques et la société civile à

« s’abstenir de tout acte de violence et de tout agissement susceptibles de constituer une menace à la paix et à la stabilité du Togo et de la sous-région ».

Aussi, appelle-t-elle les deux présidents facilitateurs dans la crise togolaise à « intensifier leurs efforts pour aider le gouvernement et les acteurs politiques togolais dans la réalisation des réformes constitutionnelles, dans le respect des délais légaux, des normes et des principes de la démocratie et de l'Etat de droit ».

Des recommandations issues de la facilitation, proposées par les deux chefs d'Etat, avec l'appui de la Commission, seront soumises au prochain sommet de la Cedeao, note le communiqué.

Cette officialisation du rôle de facilitateurs confié aux deux présidents (ndlr : qui l'exerçaient sans aucun mandat officiel), pourraient peut-être relancer le dialogue entre pouvoir et opposition qui nage dans un statu quo depuis le troisième round des discussions le 23 février dernier sous la houlette de Nana Dankwa Akufo-Addo qui avait pris l'initiative de mettre, autour d'une table, les protagonistes de la crise togolaise.

En rappel, l'opposition, depuis août dernier, réclame des réformes institutionnelles et constitutionnelles pour un véritable Etat de droit au Togo, à travers des manifestations publiques qui ont fait déjà une quinzaine de morts, des blessés ainsi que des exilés, pour la plupart au Ghana, pays voisin du Togo.

FIN/INFOSPLUSGABON/DSF/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon